Jean-Michel Quatrepoint : le Brexit ou la grande révolte des classes moyennes

- Par Jean-Michel Quatrepoint
- Publié le 24/06/2016 à 16:45

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour Jean-Michel Quatrepoint, après la victoire du camp du Brexit, les Britanniques donnent une leçon de démocratie à l'Europe. Il estime que l'issue du scrutin s'inscrit dans un phénomène généralisé de rejet d'un système jugé anti-démocratique.

Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économiste. Il a travaillé entre autres au Monde, à La Tribune et au Nouvel Economiste . Il a écrit de nombreux ouvrages, dont La crise globale en 2008 qui annonçait la crise financière à venir. Il est membre du Comité Orwell.

Dans son livre, Le Choc des empires. Etats-Unis, Chine, Allemagne: qui dominera l'économie-monde? *(Le Débat, Gallimard, 2014), il analyse la guerre économique que se livrent les trois grands empires qui règnent en maîtres sur la mondialisation.*

Son dernier livre, Alstom, scandale d'Etat - dernière liquidation de l'industrie française*, est paru en septembre 2015 aux éditions Fayard.*

Ils ont osé! Une fois de plus, les Britanniques nous donnent une leçon de démocratie. Et l'oligarchie montre son vrai visage. Voilà des années que les avertissements se sont multipliés. Aux quatre coins de l'Europe, comme aux Etats-Unis, les peuples sont mécontents de la manière dont ils sont gouvernés. Ils constatent la paupérisation des classes moyennes sous le double impact d'un capitalisme financier devenu fou et d'une révolution numérique sans garde-fous. Oui, les classes moyennes, piliers de nos démocraties occidentales aspirent à plus de sécurité, à plus de régulation. Elles ne se satisfont pas d'un retour aux lois de la jungle.

C'est cela qu'elles expriment à travers leurs votes. Les «non» à répétition aux referendums, en France, aux Pays-Bas, au Danemark, dont on n'a pas tenu compte. La percée du Front national, du FPO en Autriche, les victoires des jeunes élus du mouvement de Beppe Grillo à Rome et à Turin. Les scores de Bernie Sanders face à une Hillary Clinton, symbole d'une oligarchie liée aux multinationales et à la finance. Le succès de Donald Trump chez les Républicains. Tout est lié. Et il ne sert à rien de pousser des cris d'orfraie contre les populistes, les souverainistes, les démagogues. La seule question qui compte est: pourquoi ont-ils le vente en poupe? Parce que les autres ont failli.

La seule question désormais qui vaille est celle de l'avenir de l'Union européenne.

Ils ont d'abord failli dans leur communication. À force de crier au loup, les électeurs ont dit «Chiche». À force de leur dire «il n'y a pas d'autre alternative», ils disent: «on va bien voir». Nul doute que les innombrables injonctions des organismes internationaux, des banquiers et de Barack Obama pour inviter les Britanniques à bien voter aura eu un effet contraire. Jusqu'à Emmanuel Macron qui s'est cru autorisé de menacer les Britanniques au cas où ils voteraient pour le Brexit. Ils ont failli parce que les peuples sentent bien que le pouvoir a peu a peu échappé aux politiques pour se concentrer dans les mains de multinationales n'ayant aucune légitimité démocratique.

Et maintenant? Le calme va revenir peu à peu. Les marchés financiers, qui avaient spéculé sur un remain, ont été pris à contrepied. Croyant les bookmakers, ils avaient même racheté leurs positions vendeur. Dans ces marchés devenus de véritables casinos, il est donc logique que les mouvements soient amplifiés. On ne pleurera pas sur ceux qui ont spéculé. Les banques centrales vont faire la seule chose qu'elles savent désormais faire: injecter de la liquidité, rajouter de la dette à la dette pour éviter un embrasement généralisé.

Les gens raisonnables vont prendre acte de la situation et organiser une sortie par étapes d'une Angleterre qui aura, n'en doutons pas, un statut particulier à l'avenir. Une sorte de membre associé, à l'image de la Suisse. La City va y laisser des plumes, mais ce n'est que justice. Le comble de cette construction européenne et de la création de l'euro ayant été d'en faire la capitale financière de la zone euro. La livre va dévaluer de fait. Ce qui reste de l'industrie britannique regagnera en compétitivité. Y compris vis-à-vis de l'Europe, car on ne voit pas les Européens appliquer des droits de douane exorbitants du jour au lendemain sur les produits britanniques.

La seule question désormais qui vaille est celle de l'avenir de l'Union européenne. On entend de ci de là, les partisans du fédéralisme réclamer plus d'Europe. Ils se trompent. Le problème n'est pas de faire plus d'Europe, mais mieux d'Europe. L'heure n'est pas à bâtir une Europe fédérale, mais bel et bien de reconstruire une véritable confédération d'États nations. Avec de nouvelles institutions, notamment un Parlement où seraient mêlés députés européens élus et représentants des États. Avec une commission aux pouvoirs réduits au profit du conseil des chefs d'État et des conseils des ministres ad hoc. Reste que la seule question pour une future Europe est celle de ses rapports face à ces grands empires (Chine, Etats-Unis), à la Russie au monde arabo-musulman et à l'Afrique. Si l'on veut que l'Europe existe, qu'elle ait une ambition, elle doit redéfinir ses relations avec les États-Unis et ne plus se contenter d'en être une filiale plus ou moins obéissante. Il n'y aura pas d'Europe si Paris, Berlin et quelques autres capitales, ne comprennent pas que l'indépendance, est consubstantielle à un nouveau projet européen.

Qui dit indépendance, dit la fin des négociations sur les traités de libre-échange transatlantique.

Qui dit indépendance implique d'abord d'avoir une vraie politique de défense et d'y mettre les moyens qu'il faut. Comment peut-on espérer défendre nos intérêts, notamment économiques et culturels, si nous dépendons de Washington pour notre défense? L'Otan a vécu. Et il faut prendre, si jamais Trump est élu, le futur président au mot. Voilà ce qu'il faut mettre dans la balance avec Angela Merkel: elle doit choisir son camp.

Qui dit indépendance, dit la fin des négociations sur les traités de libre-échange transatlantique. Cette négociation n'a plus de sens. D'abord, parce que les Britanniques ne

sauraient y participer. Ensuite parce que la commission est décrédibilisée et qu'elle n'est plus légitime pour mener une négociation secrète et opaque.

Qui dit indépendance, dit mise en place d'un minimum de règles fiscales et sociales communes, autour d'un petit noyau dur de pays. Plus question que les multinationales anglo-saxonnes et autres imposent leurs règles en matière d'optimisation fiscale ou de captation des données.

Qui dit indépendance dit refus d'appliquer purement et simplement les normes juridiques anglo-saxonnes et d'accepter, sans aucune contrepartie, l'extraterritorialité du droit américain. Le chantier est immense. Encore faut-il mettre clairement les enjeux sur la table! Et si jamais nos partenaires, notamment nos amis allemands, ne partagent pas cette vision d'une Europe réellement indépendante, mieux vaudra alors pour notre pays, un bon divorce, plutôt qu'un mariage qui part à vau-l'eau.